

PRESSE ET GROGNE SOCIALE : À LA RECHERCHE DE L'OBJECTIVITÉ

Laurent D'Altoe

Depuis la grande manifestation citoyenne du 6 novembre 2014, le front commun syndical, rejoint par de nombreux citoyens et associations, lutte contre les mesures d'austérité que veut imposer un gouvernement fédéral néolibéral et dominé par les nationalistes de la N-VA. De leur côté, les médias francophones en général, et la presse en particulier, ne montrent le plus souvent qu'un aspect (très) limité du phénomène. Petit voyage au pays de la pensée unique.

Le constat n'est pas neuf mais cette option anti-syndicale dans le petit monde feutré des journaux francophones s'est particulièrement marquée ces derniers mois. On peut tenter de décliner ce constat en quelques points essentiels.

Pauvres usagers...

Depuis quelques années, il est de bon ton d'aborder les grèves dans les services publics, et particulièrement le transport, par le seul biais d'usagers mécontents et du nombre d'arrêts de travail (spontanés ou non). Morceaux choisis...

« *Champions de la grève* » (La Libre Belgique, 30/06/2012)

« *Chemins de fer : jusqu'à deux grèves par mois en 2011* » (Vers l'Avenir, 10/03/2013)

« *Nombre de jours de grève : record battu* » (Vers l'Avenir, 30/04/2013)

Avec, comme inévitable cerise sur la gâteau, le grand retour du service minimum.

« *Décidément pas de service minimum aux TEC* » (La Libre Belgique, 07/11/2012).

Radios, journaux, télévisions privées et publiques se délectent à longueur d'audimat des réflexions aigries de navetteurs aussi embêtés que mal informés et qui sont systématiquement qualifiés « d'otages ». Plus facile et sans doute plus « vendeur » mais terriblement éloigné d'un vrai travail de fond.

On aimerait, à côté de ce traitement, avoir des analyses plus fréquentes des raisons qui poussent notamment les travailleurs des services publics à se rebeller contre une privatisation larvée de leurs secteurs. On peut rêver...

Méchants grévistes !

Cibler les conséquences plutôt que les causes est devenu trop souvent une caractéristique du traitement de l'information des mouvements sociaux, et particulièrement de l'action syndicale. Et si, de surcroît, une violence, même localisée et périphérique se développe, alors le traitement de ces faits isolés prend une ampleur totalement disproportionnée et amplifiée par les réseaux sociaux.

On peut avancer plusieurs éléments d'explications pour cerner cette dérive.

Tout d'abord la « contamination » du fait divers à l'ensemble des sujets, comme le rappellent Blaise Magnin et Henri Maler : « *En juin dernier, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) révélait dans son « [baromètre thématique des JT](#) » qu'entre 2003 et 2013, le nombre de sujets consacrés chaque année aux faits divers dans les journaux télévisés des grandes chaînes généralistes avait connu une augmentation de 73 %. Alors qu'ils représentaient 3,6 % de l'offre globale d'information (1191 sujets) en 2003, les faits divers « pèsent » aujourd'hui 6,1 % de cette offre (2062 sujets). Ce qui signifie plus concrètement qu'en moyenne, le nombre de faits divers traités chaque jour dans les JT, toutes chaînes confondues, est passé de 3 à 5.* »¹.

En d'autres termes, cette préférence pour l'aspect « fait divers » (violences, dérapages réels ou supposés,...) finit par déteindre sur la manière dont on traite un sujet tel que des mouvements sociaux qui sont alors réduits à de micro-événements, en oubliant l'essentiel : les raisons de la colère.

Un constat qui vaut également pour la presse écrite francophone en Belgique, comme le montre le schéma ci-dessous (source **Lionel MEINERTZHAGEN**).



¹ Blaise Magnin et Henri Maler : « *Flambée de faits divers dans les JT depuis 10 ans* », disponible sur le site ACRIMED (observatoire des médias) . http://www.acrimed.org/article4159.html?debut_mmrub=10

Ensuite, la recherche du sensationnalisme à tout prix. Quelques clichés bien cadrés des échauffourées à la fin de la manifestation du 6 novembre à Bruxelles permettent de faire croire que la capitale belge était au bord de la guerre civile. Il n'est évidemment pas question de cautionner la violence mais bien de montrer ici le caractère préférentiel donné à ce type d'évènement plutôt que d'insister, par exemple, sur le succès de la manifestation (120.000 personnes, une première depuis 30 ans !) et sur la remarquable mixité sociale des personnes présentes ce jour-là dans le cadre d'une protestation pacifique. Une manière comme une autre de décrédibiliser le mouvement social...

Ce traitement orienté se grippe quelque peu lorsque la violence ne vient pas des grévistes, manifestants et autres « fauteurs de troubles ». Mais pas de panique, la machine à essorer de la pensée unique fait son œuvre. Bien évidemment, on va parler de ces gens (difficile de faire autrement...) qui foncent délibérément avec leur véhicule sur les piquets de grève ; mais alors, s'opère un curieux relativisme qui consiste à mettre au même niveau ces actes inqualifiables et d'autres -dont on peut discuter l'opportunité mais nettement moins dangereux-, comme l'entrée énervée d'une responsable Setca dans un magasin de Namur. Et que penser du véritable lynchage médiatique dont cette militante a ensuite fait l'objet via les réseaux sociaux ? Tout est dans tout et tout se vaut...

Une tendance encore renforcée par les nombreux commentaires posés sur les sites des journaux qui sont souvent dénués de tout intérêt et qui faussent la compréhension même des articles, comme le rappelle le site d'information Slate.fr : « *En fait, les commentaires et leur tonalité, écrits souvent par des gens qui n'ont pas lu l'article ou seulement une partie de celui-ci et ne l'ont pas compris, changent considérablement la perception de l'article en question. Un effet pervers.(...) De multiples études psychologiques montrent que quand les personnes pensent qu'elles ne seront pas tenues responsables de leurs propos, elles ont tendance à avoir des raisonnements, des propos et des écrits simplistes et irréfléchis sur des questions complexes. Des commentaires sans aucun intérêt... si ce n'est de perdre foi dans l'humanité.* »²

Autre attaque classique, faire passer les grévistes pour des individus peu désireux de travailler. L'exemple de cette fausse polémique récente (lors de la grève en Hainaut du 24 novembre) à propos d'un barbecue installé sur un piquet à la Louvière demeure tristement exemplatif³.

Mauvaise foi

Maintenant, il n'est pas question de jeter ici l'opprobre sur l'ensemble d'une profession dont les travailleurs (journalistes, cameramen...) sont de plus en plus mis sous tension (contrats précaires, faux indépendants, baisse des ventes, course à l'audimat...) et qui, malgré tout, tentent de faire correctement leur boulot dans des conditions difficiles. Mais force est de constater que cette tendance de fond demeure bien présente.

Olivier Poche (ACRIMED), dans un récent colloque du CEPAG⁴, rappelait les grands principes de ce « nouveau journalisme » :

² Article disponible sur le lien suivant : <http://www.slate.fr/story/88227/commentaires-articles-ruinent-medias>

³ Article disponible sur <http://www.lanouvellegazette.be/1154624/article/2014-11-24/bieres-barbecue-et%E2%80%A6-baby-foot-le-piquet-de-greve-de-la-gare-de-la-louviere-sud-f>

⁴ Note disponible sur le site du Cepag :

http://www.cepag.be/sites/default/files/publications/medias_et_pensee_unique_-_11.172_s.pdf

- ▶ On minimise ces mobilisations, notamment en ne relayant que l'info émanant du pouvoir à ce sujet. On parlera donc souvent « d'échec » d'une mobilisation, même si cette dernière a attiré un nombre impressionnant de personnes. Un exemple quasi d'école ? Au lendemain de la grève générale du 15 décembre 2014, la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB) déclare que la grève a eu lieu principalement dans les services publics⁵.
- ▶ On réduit la mobilisation sociale à la manifestation.
- ▶ On ignore et on méconnaît les mouvements sociaux à l'origine des contestations.
- ▶ On s'attache sur les effets plutôt que sur les causes (combien coûte la grève, les « points noirs » de la circulation lors d'une manifestation,...)
- ▶ On surenchérit sur d'éventuelles « dérives », ce qui est aussi un moyen très courant.

Et derrière, se cachent parfois des intentions plus pernicieuses qui, au travers de la minorisation et de la décrédibilisation de ces mouvements, visent à remettre en cause, d'une part, le rôle même des syndicats et d'autre part, une authentique concertation sociale, tout en niant l'importance du rapport de force

Derrière cette tendance lourde, c'est bien le rouleau compresseur idéologique néolibéral qui est à l'œuvre dans bon nombre de médias classiques. Fort heureusement, le web a permis également l'éclosion d'autres sites d'information moins conventionnels qu'il est utile de comparer avec les sources habituelles. Cela aussi, c'est la citoyenneté.



⁵ « Pour la FEB, la grève a eu lieu principalement dans les services publics », in Le Soir, 16/12/2014.